

un médecin pourrait recevoir en quatre ans la formation qui prend actuellement six ans. Mais le gouvernement n'a pas réagi. Il a fait la sourde oreille à ceux dans l'incapacité de recevoir des soins médicaux appropriés. Même le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) l'a admis. Il a fait part de ses craintes au cours d'une réunion de l'Association canadienne des hopitaux en ces termes:

Bien qu'il faille supprimer les imperfections de nos services médicaux il faut éviter, ce faisant, de créer un système médical discriminatoire.

Les différences que présentent nos services sanitaires selon qu'il s'agit d'un riche ou d'un pauvre ne doivent pas se perpétuer en offrant des services paramédicaux aux classes pauvres de notre population tout en permettant aux spécialistes d'accorder plus facilement leurs soins aux plus fortunés. Il nous faut veiller à ce que tous nos services sanitaires répondent aux espoirs de toutes les classes de notre société.

Je suis parfaitement d'accord avec le ministre. Je me demande seulement pourquoi il nous promet d'agir depuis des années et que rien ne se produit. Il a poursuivi en disant que nous pourrions former un personnel paramédical capable de poser quelques points de suture, de réduire des fractures simples, de soigner des rhumes et des gripes, ce qui déchargerait le médecin de la moitié de la tâche. Cela me rappelle l'histoire du médecin qui était à bord d'un avion. Son voisin lui ayant demandé ce qu'il pensait du personnel paramédical, il répondit: «Eh bien voilà. Je tiens à ce que ce soit un pilote d'expérience qui pilote notre avion. Je ne voudrais pas que ce soit l'hôtesse. Mais s'il faut que ce soit l'hôtesse qui soit à sa place, je ne voudrais sûrement pas qu'un comité pilote l'avion, et ce comité-là serait le gouvernement».

On compte 5,000 étudiants en médecine aujourd'hui dans les facultés de médecine du Canada. Nous avons besoin de chacun d'eux. Les docteurs se font rares comme on peut le voir, car une collectivité après l'autre doit se passer de médecin. Et pourtant notre gouvernement de laisser-faire, qui a établi l'assurance frais médicaux, refuse maintenant de collaborer en fournissant les médecins qui nous sont si nécessaires. Les députés ministériels nous avaient pourtant promis de voir à la qualité des soins médicaux. Maintenant ils vont jusqu'à parler d'honoraires modérateurs. Qui vont-ils modérer? Les pauvres, que l'assurance frais médicaux était censée aider. N'est-ce pas ce qu'on appelle tourner en rond?

C'est honteux de ne pas faire en sorte d'augmenter le nombre des médecins et de critiquer ensuite leurs services. Le remède serait facile à trouver. Les universités McMaster et de Calgary ont des cours de trois ans qui se donnent tout l'été. Elles se servent pour cela de bourses d'études et d'autres moyens semblables. Puisque le gouvernement fédéral a imposé l'assurance frais médicaux aux provinces, pourquoi n'accepte-t-il pas la responsabilité d'assurer les médecins nécessaires? Nous sommes en juin actuellement et il n'y a que deux facultés de médecine qui sortent les médecins dont nous avons tant besoin.

Voilà déjà sept ans que la Commission Hall signalait le besoin croissant de médecins. Les membres de notre parti ont demandé au ministre de faire fonctionner les facultés de médecine à cœur d'année, jusqu'à ce que nous nous soyons rattrapés. Le ministre promettait chaque année de discuter de la question avec ses homologues des provinces mais nous en sommes toujours au même point. Je n'ai signalé que ce problème au sujet d'une des profes-

sions, monsieur l'Orateur, mais je sais qu'il y en a bien d'autres.

[Français]

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur le président, je suis heureux de dire quelques mots sur la motion d'opposition qui vise à demander au gouvernement d'équilibrer l'économie d'une façon appropriée, sans réellement donner de solution au problème.

Nous sommes aux prises avec une situation économique désastreuse, et depuis plusieurs années, nous essayons de régler ce problème. Jamais personne n'a réussi à le régler autrement qu'en acceptant des guerres et des révolutions sanglantes. Quand 50 à 60 p. 100 des citoyens détruisent, les autres peuvent travailler. On peut en faire travailler d'autres. Mais quand cela n'existe pas, il est impossible de réussir à équilibrer l'économie et personne, pas même les plus grands économistes, les plus dévoués au système, ceux qui trouvent que cela va bien, qui sont très bien rémunérés, qui ont vraiment ce dont ils ont besoin et qui n'ont vraiment pas de problèmes économiques chez eux, ne peut trouver une solution appropriée. Ces économistes seraient censés être indépendants, et leurs solutions ne valent presque pas la peine d'être adoptées ou étudiées, puisqu'ils en proposent depuis des années, et que les choses ne font qu'empirer.

De plus en plus, l'économie est déséquilibrée, les citoyens sont mécontents et la pauvreté s'aggrave. Les jeunes ont de plus en plus de mal à trouver du travail. Plus on produit d'économistes et de techniciens, plus l'économie est déséquilibrée.

Ce ne sont donc pas les ingénieurs, les techniciens, les économistes, ni les conservateurs, les libéraux ou les Néo-démocrates qui manquent. Depuis des années, on a toutes ces catégories de personnes pour régler le problème, mais jamais il n'a été réglé. Au contraire, il s'accroît.

Pour régler l'économie, présentement, il va falloir apporter les mêmes solutions qui ont été apportées autrefois, quand on a essayé de régler le problème économique. Pour régler le problème économique, il faut des budgets gouvernementaux déficitaires. Il faut faire des investissements avec de l'argent emprunté. Il faut monter un «paquet de déficits» pour permettre aux citoyens de vivre un peu, ou pour faire une espèce de relance économique, et après s'être endetté deux, trois ou quatre ans, après avoir fait un semblant de relance économique, on est obligé d'intervenir.

Les financiers interviennent auprès des gouvernements et disent: Messieurs les gouvernants, vous avez administré depuis quatre ou cinq ans grâce à des budgets déficitaires, mais si vous n'êtes pas capables d'équilibrer l'économie, si vous n'êtes pas capables d'équilibrer vos budgets, vous n'êtes pas de bons administrateurs. On financera les rouges. Si ce sont les bleus qui sont au pouvoir, on dira aux rouges: Vous allez régler le problème. Les rouges feront accroître à la population que les anciens administrateurs étaient mauvais, qu'ils avaient accumulé des déficits à tous les paliers et qu'il faut que cela cesse, bref, que les budgets doivent être équilibrés.

• (9.20 p.m.)

Alors, le prochain gouvernement, afin d'équilibrer son budget, augmentera les impôts, créera des embêtements à la population. Cela ne prendra pas deux ans, et la popu-